

Appel unitaire pour la suppression du Ministère de l'identité nationale

samedi 20 février 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 20 février 2010).

Des associations, syndicats appellent à une manifestation le samedi 27 février à 15h, à Paris de la Place de la Bourse au Ministère de l'immigration et de l'identité nationale. Parmi les organisations qui soutiennent cette initiative : ACCA (Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui), ACTIT, Les Alternatifs, Alternative libertaire, AMF (association des Marocains en France), ASDHOM, ATMF, ATTAC, CAAC-Comores, CADTM-France, CCIPPP, CEDETIM, Conscience Musulmane, Coordination Nationale des Sans-papiers, CRI (Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie), Droits Devant, FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique), FTCR, Génération Diversité, Identité Plurielle, Les Indivisibles, Ishtar, Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-papiers, MQJS (Mouvement des Quartiers pour la justice sociale), MRAP, NPA, PCF, Réseau Frantz Fanon International, Respaix, Réveil des Consciences, Survie, UJFP, Union Syndicale Solidaires, USTKE, Les Verts, La Voie Démocratique.

Le colonialisme et ses produits dérivés ont aujourd'hui de nouvelles formes et de nouvelles dynamiques qui s'inscrivent dans la réaction mondialisée contre tous les acquis des luttes populaires de la deuxième moitié du XX^e siècle. En France, le Ministère de l'identité nationale, de l'immigration et du codéveloppement, c'est le Ministère de la rafle et de la honte, c'est le Ministère des colonies. En créant un « Ministère de l'immigration et de l'identité française », puis en organisant avec le ministre Besson un « Grand débat » sur l'identité nationale qui mobilise les moyens de l'Etat, Nicolas Sarkozy encourage et organise le racisme dont l'islamophobie et la stigmatisation d'une partie de la population.

Ouvertement ciblés, les musulmans, destinataires d'une loi annoncée sur la Burqa, en butte aux faux dérapages/vraies insultes d'un Hortefeux [ministre de l'Intérieur] ou d'une Morano [Nadine Morano, secrétaire d'Etat chargée de la Famille et de la Solidarité], ministres en exercice d'un gouvernement qui tombe le masque. Le Président de la République met aujourd'hui en cohérence ses idées développées dans les discours de Marseille, Toulon et Dakar avec ses actes. C'est tout simplement la réintroduction d'un « Ministère des colonies » qu'il impose à la France. Comme l'ont déclaré les historiens et démographes qui ont démissionné des instances du musée de l'immigration : « Associer immigration et identité nationale, c'est inscrire l'immigration comme problème pour la France et les Français dans leur être même ». C'est utiliser sans vergogne la technique déjà éprouvée du bouc émissaire, afin de dresser les gens les uns contre les autres et les détourner des vrais problèmes. C'est aussi permettre à un système toxique de perdurer en privilégiant les véritables responsables de la crise, bénéficiaires d'une mondialisation inhumaine.

Ce Ministère utilise des méthodes dignes du temps des colonies : rafles de sans-papiers, contrôles d'identité au faciès illégaux, contrôle dans les restaurants, les cafés, les épiceries, devant les écoles,

dans les hôpitaux, jusqu'aux administrations (centres de Sécurité Sociale, impôts, pôle emploi) cyniquement invitées à la délation. Il organise des centres de rétention surpeuplés avec miradors, barbelés, fouilles, contrôles et vexations. La police expulse des familles arrêtées au petit matin à leur domicile. Au nom de l'identité nationale on démantèle le droit d'asile, on renvoie des Afghans dans un pays en guerre après les avoir traqués, et on casse le droit au regroupement familial. La politique dite de « codéveloppement » n'est qu'un trompe l'œil permettant la continuation des politiques néocoloniales. L'« immigration choisie » débouche sur un pillage des cerveaux qui renforce le pillage des ressources naturelles des pays d'émigration, rendu possible par l'usage de la dette et la complicité des dictateurs africains « amis de la France ». Cette grande famille france-africaine sera d'ailleurs au complet pour le défilé du 14 juillet en cette année 2010, cinquantenaire hypocrite des indépendances africaines.

Cette politique anti-immigrés se double d'une stigmatisation et d'une ségrégation des quartiers populaires qu'il s'agit de quadriller à l'aide des BAC [brigade anti-criminalité] et des CRS. Lors des émeutes de novembre 2005, le pouvoir avait même été jusqu'à appliquer de nouveau la loi sur l'état d'urgence utilisée durant la guerre d'Algérie. Malgré les promesses faites à la suite des mouvements de protestation et de la grève générale contre la « Pwofitasyon » [voir sur ce site les articles de la rubrique Guadeloupe] dans les territoires d'outre-mer, les pratiques coloniales perdurent comme le montrent les révoltes sociales actuelles.

Au mois de février 2010 le Ministre Besson rendra son rapport sur l'« identité nationale » [le 8 février, le premier ministre Fillon a annoncé la création d'une commission d'intellectuels chargée de mettre en œuvre quelques mesures et d'en chercher d'autres]. A un mois des élections régionales, le pouvoir veut utiliser la haine contre les immigrés et leurs descendants pour siphonner les voix du Front national. Nous devons refuser cette politique qui sème la division et nous appelons à une manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration.

Cette manifestation est organisée cinq ans après le vote de la loi sur la colonisation positive et dans le cadre de la 5^e semaine anticoloniale du 19 au 28 février 2010. Le 23 février 2005, l'Assemblée nationale votait un amendement qui consacrait « le rôle positif de la présence française outremer, notamment en Afrique du Nord » alors que pendant plus de quatre siècles le colonialisme français a participé activement à la traite négrière, au pillage et à l'oppression violente de peuples dont elle a pillé les richesses, détruit les cultures, ruiné les traditions, nié l'histoire, effacé la mémoire. Nous avons fait reculer le pouvoir il y a cinq ans qui a du supprimer l'article 4 de la loi colonialiste du 23 février 2005. Nous pouvons le faire reculer aujourd'hui en exigeant et en obtenant la suppression du Ministère de l'Immigration. Participons à la création d'un ministère de la décolonisation et de l'égalité réelle. Obtenons la régularisation de tous les sans-papiers et le droit de vote des immigrés. Construisons et préparons dès maintenant les changements et propositions permettant de sortir du colonialisme !

Tous ensemble, exigeons la suppression du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale !

Tous ensemble, pour sortir du colonialisme !

COMMUNIQUÉ DU NPA 13. NON AUX PROPOS RACISTES DE GAUDIN !

Le NPA 13 dénonce les propos racistes, xénophobes, islamophobes et mensongers tenus par JC. Gaudin, maire de Marseille et représentant de l'UMP. Propos tenus lors de la réception officielle du

ministre Besson, le 15 janvier.

M. Gaudin, utilise un évènement festif, un soir de match de football, où contrairement aux propos tenus, les populations arboraient des drapeaux français, algériens, mais aussi de diverses nationalités.... pour déformer la réalité et divulguer sa propagande.

Le NPA rappelle que nous dénonçons l'existence de ce ministère de « l'indignité nationale ». Nous dénonçons aussi le débat électoraliste lancé par ce ministre, sur le thème de l'identité nationale, qui n'a servi qu'à attiser la haine, à « banaliser le racisme », à renforcer la stigmatisation de populations qui font partie intégrante de notre pays, qui en constituent la beauté, la richesse et la diversité.

Après les dérapages des ministres Hortefeux et Nadine Morano, après le débat de Besson avec la représentante du Front National, le dérapage du Maire de Marseille confirme les relents nauséabonds engendrés par ce débat à trois mois des élections régionales.

Marseille, le 18 janvier 2010
